

CANADIAN CENTER
FOR WOMEN'S
EMPOWERMENTCENTRE CANADIEN
POUR L'AUTONOMISATION
DES FEMMES

Violence Économique et Logement

Violence économique et insécurité résidentielle

Les survivantes de violence économique font face à de sérieux obstacles pour obtenir et conserver un logement sécuritaire. Sans logement, plusieurs demeurent coincées dans une relation violente ou sont contraintes d'y retourner, mettant en péril leur sécurité, leur stabilité et leur avenir financier. Les politiques canadiennes en matière de logement reconnaissent la violence fondée sur le genre comme une priorité, mais les effets de la violence économique demeurent largement négligés.

La violence économique est une forme de violence familiale et fondée sur le genre qui consiste à contrôler, exploiter ou saboter les ressources, les avoirs ou les possibilités économiques d'une personne afin de compromettre son autonomie et sa sécurité. Elle peut comprendre l'endettement forcé, le vol de biens, la restriction d'accès aux revenus ou encore l'empêchement d'exercer un emploi. Les survivantes quittent souvent une relation violente avec un crédit détruit, sans économies et avec peu d'options de logement.

Ce feuillet d'information met en lumière le lien entre la violence économique et l'insécurité résidentielle. Il présente des solutions politiques fondées sur des données probantes pour rendre le logement réellement sécuritaire, accessible et porteur d'autonomie pour les survivantes.

**Les recherches
du CCFWE's
ont révélé que**

96%

des survivantes de violence conjugale ont vécu une forme de violence économique.



84%

des survivantes ont accumulé des dettes à leur nom à la suite d'une violence économique.



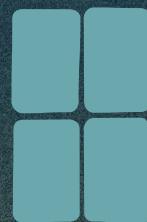
93%

se sont vu retirer leur propre argent (salaires, aide financière, etc.).



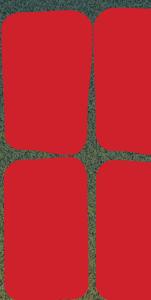
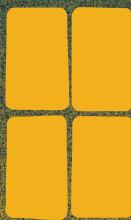
79%

des fournisseurs de services sociaux rapportent que leurs client(es) demeurent dans une relation violente faute de logement disponible.



72%

des fournisseurs de services sociaux indiquent que les propriétaires ne comprennent pas la complexité de la violence conjugale lors de la location à des survivantes.



Pourquoi le logement est essentiel

Le logement est une condition fondamentale pour échapper à la violence. Pourtant, les survivantes se heurtent à des barrières systémiques à chaque étape: des refuges pleins ou à durée limitées, des marchés locatifs qui excluent les personnes ayant un mauvais dossier de crédit, et des systèmes hypothécaires qui les enferment dans des dettes contractées sous la contrainte. Ces obstacles s'intensifient pendant et après la séparation, période où le risque de violence est souvent le plus élevé.

Les répercussions de la crise du logement sur les femmes et les personnes de genre divers

Les femmes et les personnes de genre divers comptent parmi les populations sans logement dont la croissance est la plus rapide au Canada. Pourtant, leurs réalités demeurent souvent invisibles dans les données officielles. Bon nombre d'entre elles dépendent de logements précaires ou dangereux, souvent non comptabilisés, qui les exposent à un risque accru de violence et d'exploitation. La sécurité économique joue un rôle déterminant: les femmes sont surreprésentées dans les emplois à faible revenu ou instables, subissent plus fréquemment des interruptions de carrière liées aux responsabilités familiales et supportent le fardeau de violence économique. Ensemble, ces facteurs rendent l'accès à un logement sur encore plus difficile dans un marché déjà hautement concurrentiel.

Des obstacles à tous les niveaux du système de logement

Les survivantes se heurtent à des barrières systémiques à chaque étape du parcours résidentiel. Dans les refuges d'urgence ou de transition, le manque de lits et des critères d'admissibilité rigides limitent leurs options. Sur le marché locatif, elles font face à des vérifications de crédit défavorables, à des dettes contractées sous la contrainte et à des pratiques discriminatoires de la part de certains propriétaires.

Dans le domaine de l'accession à la propriété, les hypothèques forcées et les responsabilités financières imposées par un partenaire violent privent les survivantes de stabilité et de sécurité à long terme. Les dettes contraintes les empêchent souvent même de se qualifier pour un prêt hypothécaire. Lorsque des logements sont disponibles, leur accessibilité réelle est compromise par des systèmes fragmentés, l'isolement géographique et des services d'accompagnement insuffisants ou trop longs à obtenir. Trop souvent, les survivantes doivent choisir entre rester dans un logement dangereux ou retourner vivre avec leur agresseur. Celles qui ont des enfants risquent également d'être confrontées à l'intervention des services de protection de l'enfance.



Des occasions de changement

CCFWE salue la reconnaissance par le gouvernement fédéral de l'importance du logement abordable, notamment à travers la création de l'agence Bâtir des maisons pour le Canada et son travail de collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les gouvernements autochtones. Cependant, ces initiatives doivent s'appuyer sur des politiques et des financements centrés sur les survivantes. Il est urgent d'élargir l'offre de logements sécuritaires, incluant des refuges et des programmes de relogement rapidement adaptés aux besoins des personnes fuyant la violence. Les systèmes locatifs doivent devenir plus équitables, avec des protections reconnaissant les effets de la violence économique, et des investissements accrus dans le logement social et abordable. Les systèmes hypothécaires doivent également être réformés pour éviter que les survivantes soient piégées dans des dettes imposées. Enfin, toutes les politiques en matière de logement doivent être trauma-informées, intersectionnelles et accessibles aux survivantes ayant des besoins diversifiés. Le droit au logement s'applique à toutes et à tous. Sans la prise en compte des réalités particulières des survivantes, le logement sûr et stable restera hors de portée pour de nombreuses personnes au Canada.

Appels à l'action

Grand public

- Écrivez à vos représentantes et représentants gouvernementaux pour qu'ils mettent en œuvre les appels à l'action de ce feuillet d'information et reconnaissent l'importance de placer les voix des survivantes de violence économique au centre des politiques de logement.
- Aimez et partagez les publications et ressources de la campagne Help Us Rise du CCFWE sur les médias sociaux afin de sensibiliser le public à la violence économique et à l'insécurité du logement vécues par les survivantes.
- Faites un don aux refuges locaux et aux initiatives de logement qui soutiennent les femmes et les personnes de genre divers fuyant la violence.

Grand public

- Donner la priorité aux survivantes et à leurs enfants fuyant la violence et la violence économique, en leur offrant des solutions de logement immédiates et à long terme dans le cadre de L'Initiative canadienne pour la construction de logements (Canada Builds Homes).
- Reconnaître le logement pour les survivantes comme un moyen essentiel de mettre fin à la violence fondée sur le sexe et à la violence économique, dans le cadre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.
- Élaborer des politiques et des incitatifs visant à faciliter la conversion d'immeubles vacants ou sous-utilisés en logements profondément abordables.
- Inclure la définition de la "violence économique" dans les principaux contenus en ligne afin de sensibiliser la population et d'intégrer les interventions liées à cette forme de violence.

Appels à l'action



Gouvernements provinciaux et territoriaux

- Inclure la définition de la “violence économique” dans les principaux contenus en ligne afin de sensibiliser la population et d’intégrer les interventions liées à cette forme de violence.
- Fixer des cibles et investir dans des programmes de logement abordable, à long terme et hors marché, y compris des programmes réservés aux victimes-survivantes et à leurs familles.
- Financer et élargir les programmes d’hébergement d’urgence et de logement transitoire sans condition, afin qu’ils répondent mieux aux besoins des groupes en quête d’équité, notamment en prolongeant la durée de séjour.
- Accroître de façon durable les fonds d’aide sociale d’urgence destinés à la relocalisation des personnes fuyant la violence.
- Les ministres responsables du logement devraient explorer des modèles alternatifs de logement à long terme pour les femmes fuyant la violence, y compris des options d’intégration communautaire, des initiatives de maintien à domicile sécuritaire (safe-at-home) et des soutiens globaux et flexibles.
- Les ministres responsables du logement devraient prévoir des exemptions relatives à l’inéligibilité à l’aide au logement selon le revenu (loyer indexé sur le revenu) et au statut de priorité spéciale pour le logement social, notamment en cas d’inéligibilité liée au statut d’immigration ou à des dettes de loyers ou de dommages lors de précédentes locations pour les personnes fuyant la violence.

Gouvernements municipaux

- Modifier les règlements et zonages municipaux qui freinent les modèles de logement novateurs, comme les habitations accessoires (laneway housing) et les coopératives d’habitation.
- Mobiliser les gouvernements provinciaux et territoriaux pour que leurs politiques de logement répondent aux besoins particuliers de leurs citoyennes et citoyens, notamment en abordant l’itinérance cachée des femmes, des personnes de genre divers et la violence économique.
- Inclure la définition de la violence économique dans les communications et ressources municipales en ligne afin de promouvoir la sensibilisation et l’action coordonnée.

Organisations de la société civile

- Collaborer avec le CCFWE tout au long de la campagne Help Us Rise pour accroître la sensibilisation et amplifier les campagnes et enjeux communs.
- Intégrer la violence économique dans les évaluations des risques et les plans de sécurité dans les refuges et organismes de lutte contre la violence.
- Partager les publications et ressources du CCFWE.
- Signer l’engagement du CCFWE pour lutter contre la violence économique et appuyer les survivantes.
- Intégrer la violence économique dans les travaux de changement systémique.

Secteur privé (banques, institutions hypothécaires et compagnies d’assurance)

- Collaborer avec les refuges et organismes de lutte contre la violence pour créer des unités de logement dédiées aux survivantes et à leurs enfants.
- Réviser les processus d’évaluation afin que les dettes contractées sous la contrainte ne disqualifient pas les survivantes de l’accès au logement ou au crédit.
- Offrir des solutions d’urgence permettant la séparation ou la modification de comptes financiers pour les survivantes.
- Devenir partenaire de la campagne Help Us Rise du CCFWE et contribuer à sensibiliser le public à la violence économique au Canada.
- Communiquer avec le CCFWE pour offrir à votre personnel des formations, outils et ressources visant à mieux comprendre et reconnaître la nature et les répercussions de la violence économique.

Ressources

[CCFWE's Help Us Rise Campaign 2025](#)

[CCFWE Housing Brief](#)

[CCFWE's Submission to the National Housing Council on the Financialization of Housing](#)

[CCFWE's Research Studies on Economic Abuse in Canada](#)

[CCFWE's Economic Abuse Fact Sheets](#)

[CCFWE's STEAR APP](#)

À propos du CCFWE

Le CCFWE est le seul organisme sans but lucratif du Canada qui se consacre à la lutte contre la violence économique et l'injustice économique dans un contexte de violence conjugale. Il y parvient au moyen de l'éducation, de la recherche, de l'autonomisation financière et de changements politiques et systémiques. Le CCFWE travaille en collaboration avec des organismes et des particuliers en vue d'élaborer une approche globale qui permet aux survivantes de violences domestiques de se remettre de la violence économique. Il cherche aussi à combler les lacunes critiques en matière de politiques qui empêchent les survivantes de se rétablir et d'atteindre une sécurité et une indépendance économique.

Contact:

Denna Berg
Directrice des politiques
Email: denna.berg@ccfwe.org

Meseret Haileyesus
Fondatrice et directrice générale Email:
mesi.haileyesus@ccfwe.org

www.ccfwe.org



CANADIAN CENTER
FOR WOMEN'S
EMPOWERMENT

CENTRE CANADIEN
POUR L'AUTONOMISATION
DES FEMMES